



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 21 novembre 2012 — N° 11

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *Le 20^e anniversaire de l'organisme communautaire la Popote Mobile de La Baie.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de la FADOQ de Valcourt.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Le 100^e anniversaire de la Colonie des Grèves de Contrecoeur.*
- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *L'organisme Judo-Monde.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Féliciter William Dion pour son record au football universitaire canadien.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Mélanie Pinard, grande lauréate du Concours Tournez-vous vers l'excellence!*
- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Souligner les récipiendaires du Prix Hommage Aînés 2012 pour les régions de la Chaudière-Appalaches et du Bas-Saint-Laurent.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Souligner la Journée nationale du souvenir des victimes de la route.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Souligner la campagne de levée de fonds « Un peu de chaleur pour 200 enfants du coin ».*
- Le député de Terrebonne sur le sujet suivant : *La saison exceptionnelle des Triades du Cégep régional de Lanaudière.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents

- b) rapports de commissions**
- c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances et de l'Économie proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 3
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 7 novembre 2012
Reprise du débat ajourné au nom du député de Lotbinière-Frontenac le **15 novembre 2012**
- 3) Projet de loi n° 4
Loi modifiant la Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **14 novembre 2012**
- 4) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2012**
- 5) Projet de loi n° 6
Loi concernant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction
Présenté par la ministre du Travail le **15 novembre 2012**

- 6) Projet de loi n° 7
Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Ressources naturelles le **15 novembre 2012**
- 7) Projet de loi n° 8
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **14 novembre 2012**
- 8) Projet de loi n° 9
Loi instituant le Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **15 novembre 2012**
- 9) Projet de loi n° 10
Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **15 novembre 2012**
- 10) Projet de loi n° 11
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **15 novembre 2012**

Étude détaillée en commission

- 11) Projet de loi n° 1
Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 1^{er} novembre 2012
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 20 novembre 2012
Principe adopté le **20 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

12) Projet de loi n° 2

Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 6 novembre 2012
Principe adopté le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

13) Projet de loi n° 190

Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**

14) Projet de loi n° 191

Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**

15) Projet de loi n° 192

Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**

16) Projet de loi n° 194

Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 17)** Projet de loi n° 200
Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe
Présenté par le député de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 18)** Projet de loi n° 201
Loi constituant la Mutuelle de microfinance (Québec)
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 19)** 20 novembre 2012
Motion de la députée de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale mandate la Commission des transports et de l'environnement afin qu'elle fasse la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) ;

QU'à cette fin la commission entende dans les plus brefs délais le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs ainsi que toutes les personnes qu'elle jugera nécessaire de convoquer sans compromettre l'indépendance du BAPE ;

QUE l'exposé du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs soit d'une durée maximale de 10 minutes et que les échanges avec les membres de la commission soient d'une durée maximale de 120 minutes ;

QUE la durée maximale de l'exposé pour chacun des autres intervenants soit de 10 minutes et que les échanges avec les membres de la commission soient d'une durée maximale de 50 minutes ;

QUE la commission fasse rapport à l'Assemblée au plus tard le vendredi 7 décembre 2012 à moins que la commission n'en décide autrement;

Enfin, que cette motion devienne un ordre de l'Assemblée.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Étude des impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie (mandat confié le 13 novembre 2012).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Rivière-du-Loup–Témiscouata à la ministre des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *L'avenir du Plan Nord sous un gouvernement péquiste* (avis donné le 15 novembre 2012).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2012).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (mandat confié le 20 novembre 2012).
- **Projet de loi n° 201**, Loi constituant la Mutuelle de microfinance (Québec) (mandat confié le 15 novembre 2012).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques (mandat confié le 13 novembre 2012).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques (mandat confié le 15 novembre 2012).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport quinquennal du Commissaire au lobbying intitulé « Proposition de modification à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying ».

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 26-20121101 concernant la modification des lois régissant l'adoption au Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Outaouais, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Centre-du-Québec, Lanaudière, Bas-Saint-Laurent, Montérégie, Chaudière-Appalaches, Estrie, Capitale-Nationale, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 1) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **20 novembre 2012**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux :

Considérant que l'urgence du Centre Paul-Gilbert représente pour la population des Chutes-de-la-Chaudière, de Lotbinière, de Bellechasse et d'une partie de la Beauce un service de première ligne pour recevoir des soins de santé.

Considérant le caractère expéditif de l'annonce de la fermeture prévue pour le 10 décembre prochain, alors qu'aucune consultation populaire n'a été effectuée et qu'aucun avis public n'a été publié pour aviser la population de ces secteurs.

Considérant que les élus représentant les circonscriptions touchées par cette fermeture n'ont pas été informés préalablement, et de façon officielle, des intentions du CSSS Alphonse-Desjardins.

Considérant que les services de l'urgence du Centre Paul-Gilbert représentent pour plusieurs utilisateurs l'alternative au problème d'accès à un médecin de famille.

Considérant que la distance à parcourir pour se déplacer vers l'Hôtel-Dieu de Lévis incitera les citoyens à se déplacer naturellement vers l'urgence du CHUL qui, pour sa part, présente déjà des problèmes d'engorgement.

Considérant que la population touchée par la fermeture de l'urgence de nuit est l'otage de mesures administratives.

En toute connaissance de cause, le ministre de la Santé et des Services sociaux peut-il accepter la fermeture de l'urgence de nuit du Centre Paul-Gilbert, privant ainsi plus de 100 000 habitants de Chaudière-Appalaches de la proximité d'un point stratégique de services de santé?

Le ministre de la Santé peut-il envisager de régler le problème d'accès aux cliniques médicales avant de considérer la fermeture des services d'urgence de nuit?

Et, si la décision de CSSS Alphonse-Desjardins est maintenue, le ministre de la Santé peut-il garantir que le transfert des effectifs vers les services d'urgence de jour sera permanent afin d'optimiser le rendement et la qualité de soins prodigués?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- a) 30 octobre 2012
Interpellation du député d'Outremont au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *Les impacts des décisions du gouvernement péquiste sur les finances publiques du Québec.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social – *députée de Gouin.*